



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Messieurs-les-Deputes-europeens-au>

Messieurs les Députés européens au travail !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 879 - juin 1989 -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2009

Date de parution : juin 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quels que soient les noms et les étiquettes des députés qui formeront le parlement européen après les élections du 18 juin prochain, leur première tâche consistera à déterminer et appliquer un nouveau style de travail et de comportement. Car si l'on fait abstraction de quelques personnalités à forte puissance de rayonnement, le titre de parlementaire européen n'était jusqu'à présent, pour beaucoup de titulaires, guère plus qu'une mention honorifique sur leur carte de visite et un insigne figurant sur la scène internationale.

Pour bon nombre de dirigeants de la vie politique dans les grands pays de la Communauté, et pas des moindres, l'hémicycle de Strasbourg était une sorte de lieu de retraite pour vieux routiers devenus encombrants, de stage d'attente pour jeunes non encore aguerris ou encore un centre d'expérimentations politiciennes hasardeuses.

Notamment une partie non négligeable des 81 élus qui représentaient la France à Strasbourg et Luxembourg a fait preuve jusqu'à présent d'un manque de pugnacité et d'influence chaque fois qu'il aurait fallu critiquer les directives de la Commission de Bruxelles, défendre nos intérêts et nos aspirations face à nos partenaires. Trop souvent absents de l'hémicycle et dissimulés au sein d'une demi-douzaine de groupes, ils donnaient parfois l'impression de n'être que de pâles nœuds au firmament de l'Europe naissante.

Or, ce manque de prise de conscience a eu pour conséquence que la Communauté est en passe de se trouver livrée pieds et poings liés au technocratisme de la Commission de Bruxelles. Certains errements de la politique agricole, notamment en matière de surplus, donnent une idée de l'urgence d'un contrôle effectif par le Parlement.

L'Europe n'a plus que faire des rêveurs, des utopistes et des bricoleurs. Ce qu'il lui faut, ce sont des travailleurs de fond, des hommes et des femmes de terrain compétents, capables et efficaces pour bien préparer et organiser le grand marché commun qui s'ouvrira le premier janvier 1993 ; c'est-à-dire pratiquement après-demain ! Mais il faudra aussi des penseurs réalistes capables de stratégies alternatives en fonction des hypothèses - hautes ou basses - susceptibles de se réaliser dans le monde à court ou moyen terme.

Il faut en finir une bonne fois pour toutes avec les querelles byzantines et hypocrites comme celle concernant le siège du Parlement parmi bon nombre de tenants du transfert à Bruxelles, la situation géographique de la cité alsacienne et de discutables difficultés d'accès ne sont que de nobles prétextes avancés pour cacher des motivations moins avouables, à savoir l'absence quasi totale à Strasbourg de vie nocturne et d'attractions ludiques suffisamment variées.

Un seul reproche serait justifié à condition que l'on puisse prouver que la situation est meilleure à Bruxelles, à savoir l'insécurité sur la voie publique. Mais là, on peut faire confiance à Catherine Trautmann qui vient d'être élue maire de Strasbourg et qui, en jugeant d'après ses premières mesures d'assainissement, est bien consciente du problème et décide à y remédier, même si cela fait grincer des dents certains de ses détracteurs.

Être député européen implique la volonté de s'investir à plein et de travailler d'arrache-pied sur le chantier communautaire. C'est avoir l'œil sur la Commission de Bruxelles avec un esprit à la fois critique et constructif, et faire des propositions cohérentes aussi bien pour résoudre des problèmes pratiques que pour donner à la construction de l'Europe le niveau politique ainsi que la tenue culturelle qui lui manquent encore. Et tout cela en faisant table rase des mesquineries politiciennes qu'il faudrait pouvoir éliminer à tout jamais de la pratique des affaires publiques.

1) L. Fabius, dans un interview à l'Est républicain de Nancy, daté du 9 mai, a déclaré : "La représentation française ne parle pas toujours assez haut au Parlement Européen... Cette situation est dommageable, je suis bien décidé, dans le futur, à agir personnellement pour l'améliorer".